Union syndicale Solidaires

éducation Sud 31

Union Syndicale SOLIDAIRES 31

Solidaires Union Syndicale COMMINGES

Quand les Gilets jaunes manifestent pour les droits de tous et toutes, l'Etat réprime : 4 gardes à vue aujourd'hui dans le Comminges !

Depuis la mi-novembre 2018, le mouvement des Gilets jaunes montre la colère populaire, mais aussi des revendications qui remettent en cause les inégalités sociales et posent des questions fondamentales quant à l'organisation même de la société. Ce mouvement s'est ancré dans les réalités locales ; c'est le cas par exemple dans le Comminges où assemblées générales, manifestations, rassemblements, discussions, réappropriation collective de lieux, etc. se sont succédés depuis maintenant plus de 6 mois.

Face à cela, encore une fois, l'Etat réprime. 4 Gilets jaunes qui participent aux actions à Saint-Gaudens ont été convoqué.es ce matin, à la même heure, dans 4 gendarmeries différentes. Contrairement, à ce qui leur avait été dit, les 4 ont été placé.es en garde à vue. Ces privations de liberté, même temporaires, n'ont aucun fondement !

Oui, ces 4 personnes, dont une militante de Sud Education [Solidaires], ont participé à une opération « péage gratuit » en mars dernier. Comme des centaines d'autres personnes ! Et pourquoi cette opération précisément alors qu'il y en a eu bien d'autres, toutes assumées collectivement, bien au-delà des 4 gardé.es à vue ? Et en quoi est-ce illégitime de dispenser quelques automobilistes de rançon auprès de Vinci ? La privatisation des autoroutes construites avec l'argent public, c'est … près de 30 milliards de dividendes distribués aux actionnaires de Vinci et consorts !

Depuis novembre dernier, des personnes sont régulièrement gazées, matraquées, interpellées, violentées, blessées… Nous nous organisons collectivement pour résister et gagner. Les pressions et menaces ne nous font pas taire.

Le mouvement des gilets jaunes est le révélateur d'un malaise profond qui couve depuis longtemps. Les personnels des hôpitaux, de l'Education nationale, de la SNCF, etc., agissent pour leurs conditions de travail et pour défendre les services publics, mis à mal depuis des années, avec des conséquences dramatiques pour les populations les plus pauvres (zones rurales, quartiers populaires, précaires, chômeurs et chômeuses, retraité.es, …). Dans des territoires comme le Comminges, l'emploi industriel a été détruit, les emplois dans le commerce sont peu nombreux et précaires, les transports collectifs très insuffisants, les services publics ferment les uns après les autres.

Ces politiques sont insupportables :
Même gardé.es à vue, nous ne serons pas au garde à vous !

Solidarité avec toutes les personnes sanctionnées, inculpées, réprimées, pour leur engagement militant, associatif, syndical ou politique. **Libérez nos camarades de Saint-Gaudens !**

Le 4 juin 2019